

RESUME DE THESE

(Militants catholiques en politique. La Nouvelle UDF. Thèse soutenue par Julien FRETTEL à l'université Paris 1 en octobre 2004 sous la direction de Monsieur le Professeur Jacques LAGROYE. Cette thèse a obtenu la mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité).

Les partis de la droite dans leur ensemble et plus particulièrement ceux de la droite modérée n'ont pas été au cœur des études sur les partis politiques en France. L'une des raisons de ce relatif désintérêt tient sans aucun doute au fait que ces organisations, et au premier rang d'entre elles celles de la droite non gaullistes, ont été systématiquement décrites comme des « partis de notables », des « coalitions », des « factions » ou des « cartels », c'est-à-dire comme des institutions trop éloignées dans leur forme et dans leur nature des modèles partisans *stricto sensu* pour être prises comme objet de réflexion et de comparaison. Tout ce qu'on a pu en dire finalement c'est que ces formations politiques reposaient presque exclusivement sur le travail d'entrepreneurs politiques indépendants qui disposaient de ressources extra-partisanes et que, par conséquent, elles ne rassemblaient pas ou très peu de militants. De surcroît, le peu de militants dont elles disposaient, en raison de leurs origines sociales élevées, de leur statut de « privilégiés » n'accordant que peu de temps à l'activité proprement partisane, ont été vus non pas comme des militants au sens traditionnel du terme mais plutôt comme autant de clientèles davantage guidées par un sens du placement que par le souci de prendre parti pour la défense de causes. Du coup, si l'on en croit les quelques auteurs ayant étudié cette droite aux contours incertains, leurs cycles de vie doivent être rapportés aux seules stratégies électoralistes de leurs dirigeants. Bref, il n'en fallait pas plus pour dire que les mouvements de la droite modérée ressemblaient presque point par point aux notables que la France avait eus au cours du 19^{ème} siècle.

Notre thèse qui s'est appuyée à la fois sur une étude ethnographique, sociographique et biographique des membres de la Nouvelle UDF de 1999 à 2004 a tenté sinon de réfuter en bloc la perception savante qu'on avait eue sur la droite modérée, du moins d'apporter une série de nuances qui, ajoutées les une aux autres, ont donné à voir une organisation bien plus complexe qu'il n'y paraissait.

D'une part, elle a été l'occasion d'élaborer une grille théorique capable de tenir compte de la réalité partisane centrée en évitant de reprendre à notre compte les prénotions la concernant jusqu'alors. Et plutôt que de valider la thèse selon laquelle cette formation serait « une gangue vide », sans appareil, sans bureaucratie et sans militants, plutôt que d'accréditer l'idée selon laquelle les conservateurs français répugneraient naturellement à s'organiser en parti en raison d'un prétendu individualisme, nous nous sommes appliqués à dégager ce qui faisait *système* au sein des acteurs de ce mouvement et nous avons tenté de montrer quelle était sa cohérence institutionnelle d'ensemble. Pour ce faire, nous avons voulu observer les activités et les mobilisations qui lui sont constitutives sous différents angles en ne voulant rien négliger des apports des sciences sociales. Nous avons scruté dès lors à la fois l'identité sociale des membres du mouvement, les conditions et les manières d'entrer dans le parti, les spécificités de l'enracinement local et sociétal, les jeux de scènes auxquels se prêtent

régulièrement ses leaders et ses militants pour faire le groupe et le faire parler, et enfin les caractéristiques bureaucratiques et organisationnelles par lesquelles le parti est dirigé. En recourant à des notions comme celles d'*institution* et de *configuration* plutôt qu'à celles de parti, d'organisation ou d'entreprise, nous avons trouvé-là des notions suffisamment souples pour prendre la mesure de la porosité et de la fluidité qui sont à l'œuvre dans le système d'action centriste ; une porosité et une fluidité qui ne relèvent pas d'un quelconque « vide organisationnel » mais bien des propriétés même d'une institution travaillée en permanence par les multiples investissements qu'effectuent les adhérents centristes pour prendre parti. Cet outillage théorique nous a donc permis de porter une attention particulière aussi bien à ce qui se joue dans l'organisation partisane que ce qui se déroule hors d'elle mais qui, néanmoins, lui est co-constitutif. Au final, la Nouvelle UDF nous est apparue beaucoup plus structurée et beaucoup plus consistante qu'on n'avait pu le dire jusqu'à présent. Et si les acteurs de ce groupement ne sont pas les sujets d'une institution d'emprise, si la direction du groupement parvient difficilement à orienter dans un sens déterminé les activités sociales du parti, les membres de cette formation sont pourtant sans cesse enrôlés et « tenus » par la multiplicité des scènes locales et nationales sur lesquelles se répètent des luttes pour le monopole des trophées partisans, par des systèmes d'interactions et de surveillance réciproques au sein desquels ils peuvent bénéficier éventuellement de ressources et de soutiens divers et par des jeux d'exhibition au travers desquels ils sont sommés de se justifier et de démontrer la cohérence et la justesse de leurs conduites. Pour le dire autrement, l'étude de la Nouvelle UDF et de ses mécanismes d'institutionnalisation a été un cas d'étude exemplaire pour qui entend défendre la pertinence de la *théorie de la force des liens faibles dans les organisations politique*. C'est à ce prix, nous semble-t-il, et à condition de congédier l'affirmation selon laquelle les partis de droite sont organisations « faibles » qu'on peut décrire une réalité partisane beaucoup plus riches et contraignantes qu'on ne le croit.

D'autre part, grâce à la mise en place d'une grille de lecture théorique plus en phase avec la réalité du centrisme français, plutôt que de dire ce que n'est pas l'UDF au regard des présupposés contenus dans des notions telles que celles véhiculées par le terme de « parti de masse » au lieu de saisir ce qu'elle est, nous avons été en mesure de faire apparaître plusieurs caractéristiques essentielles propres à cette formation.

En premier lieu, nous avons montré quels liens cette formation entretenait avec le catholicisme. Qu'il s'agisse de ses élus ou qu'il s'agisse de ses adhérents de base, il est frappant de voir à quel point la socialisation religieuse est ici déterminante. C'est en effet par ces expériences précoces qui s'actualisent tout au long de la vie que l'envie de militer au sens large du terme trouve bon nombre de ses racines. La plupart des adhérents sont en effet des « militants » de l'Eglise catholique et ils conjuguent en permanence l'investissement dans le champ religieux, dans le champ de la solidarité et dans celui du politique ; à tel point qu'ils se définissent eux-mêmes plus comme des militants du social que comme des militants politiques. C'est d'ailleurs en reconstruisant ces parcours tout à la fois religieux et politiques qu'on prend toute la mesure de leurs investissements dans le parti, qu'on voit naître des carrières d'élus comparables à celles d'entrepreneurs de cause et qu'on comprend pourquoi leur rapport à l'institution partisane est, en apparence, plus distant qu'ailleurs, plus intermittent sans doute que dans d'autres partis politiques. Du fait de cette foi religieuse acquise qui véhicule de manière confuse une méfiance envers les luttes idéologiques mais aussi un désir de s'engager pour agir dans le bas monde, l'adhésion à un parti ne peut se réaliser que dans des organisations étrangères à toute forme d'embrigadement ou d'enrégimentement. Par conséquent, l'atrophie bureaucratique, la labilité des prises de

positions dans le parti qui donne une impression de liberté et la porosité des frontières de l'UDF sont pour une large part le produit de ces habitus spécifiques et bien moins le résultat d'une gestion notabiliaire par ses hommes.

En second lieu, dans la continuité de cette mise au jour du lien entre catholicisme et centrisme, nous avons pu approfondir la nature des réseaux et des milieux partisans dont profitait l'UDF dans les différents territoires français. L'économie générale de cette formation, sa régulation et ses réussites électorales sont ainsi étroitement corrélées avec la plus ou moins grande vitalité du tissu catholique local. Là où prospèrent ou se maintiennent les paroisses catholiques, là où les pastorales irriguent encore l'espace des activités sociales et associatives quelles qu'elles soient, apparaissent des entrepreneurs politiques proches du centrisme ainsi que des militants multi-activistes qui, directement ou indirectement, contribuent à objectiver l'espace partisan de l'UDF. A l'inverse, la prospérité des fédérations de l'UDF, la pérennité des postes électifs de ses élus, d'une manière ou d'une autre, profitent à l'activité ecclésiale dans le sens où au sein du parti centriste des militants catholiques se donnent pour mission de redynamiser l'écologie globale de la foi chrétienne et de l'action politique. Cette interstructuration entre le parti et l'espace religieux et associatif qui est propice à la persistance de l'esprit centriste aide à comprendre plusieurs phénomènes, et notamment ceux qui concernent la manière dont les dirigeants de l'UDF exercent leur profession politique en jouant le rôle de passeurs ou de gardes-barrière entre le champ de la société civile et celui du politique. C'est de cette manière-là qu'ils se constituent des ressources locales mais aussi des ressources partisans en déversant ou en asséchant les sections du parti en fonction des espérances subjectives que fait entrevoir le double horizon de leurs pratiques politiques locales et nationales. En ce sens, ils prennent la posture de « notables » ou de « notoires » jaloux de leur indépendance et ne consentant à mutualiser certaines ressources dans le parti qu'en échange d'avantages et de trophées, mais à condition de rappeler que cette « liberté » d'action de façade tient autant aux stratégies qu'ils déploient qu'à la nature des réseaux sociopolitiques dont l'UDF et ses élus sont tributaires. L'élasticité de ce groupement politique, voire son « anarchie organisationnelle » qui évoluent au gré des luttes qui s'y déroulent et des alliances qui se font et défont, et que d'aucuns résument rapidement comme étant le signe de la faiblesse partisane, n'est pas indépendante de notre point de vue de ces manières de faire et de ces façons de concevoir son rôle de dirigeant ou de militant, et ce bien plus qu'un quelconque « individualisme congénital » qu'on a voulu jadis prêter aux leaders de cette droite modérée.

Etudier l'UDF comme une institution et comme une configuration en perpétuel mouvement, enfin, nous a procuré l'occasion de suivre au jour le jour les événements qu'elle a connus au cours de l'année 2002 à la suite de l'élection présidentielle et d'en rendre compte analytiquement. Ce contexte de forte incertitude électorale et financière où l'on a vu partir de nombreux cadres vers l'UMP a été pour nous le moyen de tester la validité de notre modèle théorique et de voir comment cette organisation pouvait se relever d'une telle crise en mobilisant ses ressources organisationnelles et sociétales. Sa capacité à trouver une nouvelle dynamique, contre toute attente et à rebours des pronostics annonçant sa mort prochaine, nous a conforté dans l'idée que si sa morphologie est bien singulière au regard des autres partis politiques français, sa forme institutionnelle abondamment décrite comme quelque chose de fragile et d'inachevée était à la fois ce qui certes la condamnait aujourd'hui à tenir un rôle de « parti charnière » et de se maintenir cependant dans l'espace politique et partisan français.